



“ A ceux qui se plaignent et me reprochent l'axe franco-allemand, je demande ce qu'ils proposent comme stratégie alternative. Rester seuls ? Qui peut penser que la France seule aurait fait mieux avancer ses idées ? »

LE PRÉSIDENT FRANÇAIS SARKOZY, DANS UN ENTRETIEN DANS « LE MONDE » DE MARDI.

sur lessoir.be

Entretiens, chats : l'actualité vit sur le site du Soir. En voici des moments forts. Et si vous avez le temps, allez sur lessoir.be/débats/chats pour les goûter in extenso.

La baguette magique de Melchior Wathelet
Le CDH, secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie, à la Mobilité et aux Réformes Institutionnelles est venu à la rédaction.



L'occasion d'aborder des thèmes liés à ses différentes fonctions.

Énergie Pour les investissements économiseurs d'énergie : « Pour tous les contrats conclus avant le 28 novembre 2011, les déductions fiscales seront totalement exécutées et honorées. »

Environnement « Les compétences sont terriblement éclatées entre fédéral et les régions, mais on a un objectif commun. On ne peut pas reprocher à des pays de ne pas aller dans la même direction à Durban, si nous, on ne le fait pas au niveau belge. »

Mobilité « Il faut avant tout faire en sorte que toutes les contraintes en matière de sécurité soient respectées au niveau de la SNCF. » Il assure que l'effort budgétaire demandé à l'entreprise ne compromettra pas la qualité du service. « On demande un effort aux ménages, aux entreprises, il est normal de demander à la SNCF d'en faire autant. Il faut réussir à améliorer le service en dépensant mieux. »

Réformes institutionnelles
« Il est clair qu'elles doivent être transposées en textes légaux et cela ne se fait pas d'un coup de baguette magique. » Pour Wathelet, « l'accord constitutionnel doit rendre la confiance ». Et cela ne peut se faire que si le gouvernement montre « qu'en Belgique quand on a un accord on peut l'exécuter rapidement et loyalement ».

aujourd'hui

lessoir.be

11:02

Le drame de la place Saint-Lambert à Liège
Des tas de questions se posent sur le pourquoi et le comment. Marc Metdepenninghen vous répond.

Mise au point

Contrairement à ce que nous écrivions dans notre débat sur Durban (Le Soir du 13/12), la Belgique ne s'est pas engagée à réduire de 40 % ses émissions en 2020. Ce chiffre correspond à l'exigence formulée par le Giec pour les pays industrialisés, relayée par les ONG, afin de limiter la hausse des températures à +2°. La Belgique doit réduire de 15 % ses émissions de CO₂ d'ici à 2020.

la carte blanche



Pierre Ozer

Docteur en Sciences, département des Sciences et Gestion de l'Environnement de l'ULg.

Dominique Perrin

Docteur en Environnement, Gembloux Agro-Bio Tech, ULg.

L'ESSENTIEL

- **Le contexte de crises financière et environnementale préoccupantes que nous traversons devrait nous convaincre de modifier nos comportements d'achat.**
- **Les fêtes de fin d'année peuvent être l'occasion de consommer différemment, en considérant d'abord la « valeur » des choses avant leur « prix ».**

Au moment où nous écrivons ces lignes, notre quotidien est chahuté. Une crise infernale des dettes souveraines, du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Des banques coulent ou vacillent, pourtant toutes brandissent encore haut et fort leur certificat de réussite des sacrosaints « stress tests ». Une concentration atmosphérique de gaz à effet de serre sans cesse croissante, des niveaux jamais enregistrés au cours des 540.000 dernières années. Le corollaire : des températures qui seront cette année peut-être les plus élevées jamais mesurées en Belgique et dans le monde depuis la première moitié du XIX^e siècle.

Jusqu'à il y a peu, même en pleine crise des subprimes, tout allait bien. On martelait que tout était sous contrôle et que le « système » allait s'autoréguler. On lançait que ce soi-disant réchauffement climatique n'était que peur agitée par des Cassandre écologistes de gauche en manque de reconnaissance. On disait qu'il était nécessaire, pour relancer la croissance, de consommer...

Mais consommer quoi ? A la veille de Noël, que notre vieux dictinaire de 1952 définit comme la « fête de la nativité du Christ », réfléchissons vigoureusement à l'avenir que nos choix de consommation nous préparent.

Il y a 4 ans, nous analysions un

catalogue des cadeaux de Noël proposés par les hypermarchés Carrefour (1).

Ce volumineux folder imprimé sur un luxueux papier glacé était bien sûr alléchant et titrait d'emblée « Merveilleux Noël et joyeux petits prix ». Il est fort probable qu'il en soit de même pour la version 2011... Qu'y trouvait-on exactement ? Pêle-mêle : un réveil lumière, un ramasse-miettes électrique, une machine à cappuccino « full automatique », un frigo américain, une perceuse sans fil, un « massager design », un Père Noël lumineux, un séche-cheveux lisser et un thalasso pieds. Soit, exception faite du repasse-limaces, peu ou prou les mêmes choses que chantait Boris Vian dans « La plainte du progrès » il y a plus d'un demi-siècle.

Nous avions ensuite analysé la provenance de ces produits de « première nécessité ». Il apparaissait que le fameux label « Made in China » représentait un peu plus de 80 % des produits proposés. Le reste provenant, à parts égales, d'Asie du Sud-Est et d'Europe. Et absolument rien de Belge.

Dans le même temps, chaque Belge émet de l'ordre de 13,8 tonnes de CO₂ par an, alors qu'un Chinois est responsable des émissions annuelles de 5 tonnes de CO₂ (2). Mais ces chiffres sont biaisés. Ils ne considèrent que les émissions « cadastrales » des pays, à savoir uniquement les émissions dues à l'utilisation des produits.

Par exemple, l'électricité nécessaire à l'utilisation du ramasse-miettes électrique. Par contre, cette comptabilité ne tient pas compte des émissions de gaz à effet de serre dues à la fabrication et au transport de ces produits superflus, tel que le ramasse-miettes électrique.

Ainsi, en considérant les « flux » de CO₂, il appert que chaque Chinois exporte 1,5 tonne de CO₂ par an alors qu'un Belge importe annuellement (flux net) des biens principalement « Made in China » à hauteur de 5 tonnes de CO₂.

Au final, un Belge n'est donc pas responsable de 13,8 tonnes de CO₂ par an, mais bien de 18,8. Au contraire, le Chinois verra ses émissions passer de 5 à 3,5 tonnes de

CO₂ par an. Et il ne faudra pas 2,8 Chinois pour atteindre les émissions d'un Belge, mais bien 5,4 Chinois...

En consommant de la sorte, nous ne faisons donc que profiter d'un « système low cost » globalisé et délocalisé dont les externalités négatives sont énormes, et pas seulement du point de vue climatique...

Alors même que ce système consumériste montre ses limites, va-

en route depuis plusieurs années. Sous la cendre, il y a la braise, il suffit de souffler pour que le feu (comprenez le renouveau) prenne.

Pour les fêtes, soyons imaginatifs, offrons (et donc produisons) moins, mieux et autrement. Investissons dans des choses qui ont du sens. Ne soyons pas obsédés par « le prix des choses » mais donnons plutôt de la valeur à des marchandises durables et à ceux qui les produisent. Profitons-en pour

le. Laissons derrière nous cette société Kleenex et soyons acteurs et créateurs d'un autre monde !

Et si nous y arrivons sans y être contraints, nous célébrerons dignement un autre Noël. Car dans notre vieux dicton, Noël, c'est aussi le « cri que poussait autrefois le peuple à l'occasion de tout heureux événement politique ». Et dans le même mouvement, nous fêterons Pâques, à savoir le « passage de la mort à la Vie ». Debout ! ■

Chaque Chinois exporte 1,5 tonne de CO₂ par an alors qu'un Belge importe annuellement (flux net) des biens principalement « Made in China » à hauteur de 5 tonnes de CO₂.

cille et s'effrite chaque jour un peu plus. Il nous faut opter pour un changement de paradigme, une modification comportementale, une transition écologique et économique.

Ce changement nécessaire est

faire (re)vivre les artisans et les créateurs, pour soutenir les producteurs locaux de fruits et légumes, pour recréer de l'emploi local. Plus que jamais, c'est la multiplication des actions locales qui pourra influer sur cette crise globale.



BEAUCOUP DE CADEAUX viennent de très loin par bateau ou par avion et l'impact environnemental de leur transport n'est pas pris en ligne de compte. © GINO DICANDIO.

Durban : les clés sous le réverbère



Jean-Pierre Hansen
Membre de l'Académie royale de Belgique

Al'heure où j'écris, à Durban, on s'apprête à accomoder les restes : les diplomates se félicitent d'avancées picrocholines dans des textes abscons, on se repasse le discours de patronage de Ban Ki-Moon et les médias vont sans doute tirer qu'on a décidé de se revoir pour décider.

Il faut remonter loin dans l'histoire pour identifier le début des préoccupations relatives au climat. En 1972, à la demande du Club de Rome, deux spécialistes du MIT, Meadows et Forrester, ont montré que le monde ne pourrait pas continuer à être exploité sans limites. Ce rapport, hautement médiatisé déjà, n'a eu aucune suite. Plus grave, l'ensemble des constructions sur lesquelles est basée aujourd'hui notre lutte pour le climat sont mal nées.

Flash-back.
Au début, depuis le « rapport Brundtland », en 1987, ce sont les ONG et les experts qui ont occupé le terrain. Ce n'est qu'à partir de la Conférence de Rio en 1992 et du début du processus onusien, que les gouvernements ont pris une place prépondérante. D'emblée, les péchés originels du processus sont apparus. Pour n'en citer que quelques-uns :

– la règle de l'unanimité : décider à 190 est évidemment impossible (190 c'est 7 fois plus que 27, si vous voyez ce que je veux dire) et on n'a pas pu s'entendre sur une règle de majorité ;
– on le dit peu, mais les Nations unies ont fixé leurs priorités, par l'article 3 : les impératifs et les règles du commerce multilatéral doivent primer sur

ceux relatifs au climat ;

– le choix des armes : quels moyens utiliser pour limiter le CO₂? Le marché? Mais il devrait alors être mondial et seuls les marchés financiers le sont. La norme et la contrainte? Par quelles voies de droit? Aujourd'hui encore, rien n'est tranché et on a camouflé cette ambiguïté sous des règles d'une complexité terrifiante. Autant de perdu pour la cause. Mais pas pour tout le monde, comme l'ont montré les fraudes de ceux qui, eux, ont bien compris l'importance du climat...

Dès lors, on pouvait ouvrir le bal des faux-semblants et l'Europe allait y tenir sa place : arrivée à Copenhague sûre de son attitude exemplaire, sa naïve arrogance lui a valu l'accueil qu'elle méritait. Les fonctionnaires de la Commission s'échinent au

jourd'hui à définir une road-map d'objectifs à 2050 pour pallier l'insuffisance probable de leur produit phare, le célèbre « 3 × 20 »...

En fait, face à un tel enjeu, le multilatéralisme n'est pas de mise : c'est localement, concrètement, que de vraies solutions pourraient émerger. Des villes comme Seattle ou Washington D.C. l'ont compris. Et puis le vrai problème n'est pas l'argent, c'est la technologie : elle manque encore, quoiqu'on dise, et c'est à la recherche que tous les moyens devraient être affectés.

Enfin, bien isoler sa maison reste non économique, alors même que, sans strass ni paillettes, c'est plus utile que les panneaux solaires installés à Uccle.

Une grande part des émissions de CO₂ vient des villes (mobilité, chauffage, climatisa-

tion) et de l'agriculture. Mais le secteur de l'énergie est devenu le symbole mythique des émissions de CO₂, parce que, si j'ose écrire, on l'a sous la main. Ce qui fait penser à la célèbre histoire du quidam qui cherche ses clés la nuit sous le réverbère parce qu'il a de la lumiére, alors qu'il sait les avoir perdues dans le pare voisin, obscur et touffu...

Mais, allez! C'est presque Noël et il faut se réjouir : à Durban, les Chinois ont fait un pas. Très bien! Ils en ont fait un autre : ils ont signé récemment un important contrat avec Airbus, parce qu'ils prévoient un triplement de leurs voyages aériens d'ici à 2030.

Lire aussi sur le blog
<http://blog.lesoir.be/pourlapetitehistoires/> « Les rêves de Maggie ».

Mise au point

Contrairement à ce que nous écrivions dans notre débat sur Durban (Le Soir du 13/12), la Belgique ne s'est pas engagée à réduire de 40 % ses émissions en 2020. Ce chiffre correspond à l'exigence formulée par le Giec pour les pays industrialisés, relayée par les ONG, afin de limiter la hausse des températures à +2°. La Belgique doit réduire de 15 % ses émissions de CO₂ d'ici à 2020.